

2021-04

Actualités libertaires

# JSD

## Journal Sans Détours

### **1<sup>er</sup> mai 2021 : pour nos droits et pour nos libertés !**

Cette année encore, le 1<sup>er</sup> mai se déroulera dans un contexte de crise sanitaire. Nous ne pouvons que faire le constat de l'insuffisance de moyens de notre système de santé publique, ce qui est d'autant plus vrai dans le 93 dont la population est particulièrement touchée : le taux d'incidence (nombre de nouveaux cas par semaine pour 100000 habitant-es) de notre département a parfois été dix fois supérieur à celui de la moyenne nationale !

Ce n'est pas un hasard, le 93, bien plus que d'autres départements, abrite les premières et premiers de corvées : ouvrier-es, infirmier-es, caissier-es, etc. Notre population est aussi plus jeune que la moyenne,

et l'absence d'une réelle politique sanitaire de Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, a donné des résultats catastrophiques dans les écoles, collèges, et lycées.

Cette crise sanitaire se double d'une crise politique et sociale. L'emploi et les salaires sont affectés, et pourraient l'être durablement. Les conséquences à long terme de l'arrêt ou du ralentissement de nombreuses activités rend le futur des travailleuses et des travailleurs encore plus incertain.

**Pour défendre nos libertés et nos droits à la santé, au travail, à la dignité, nous appelons à des manifestations les plus larges possible le 1<sup>er</sup> mai 2021 à Paris.**

*Lieux et heures des rendez-vous au dos*

**2** Une centaine de personnes étaient présentes devant la mairie de Saint-Denis le 1<sup>er</sup> avril pour demander plus de moyens et que le gouvernement arrête de se moquer des familles et du personnel de l'Éducation nationale.

Dans le 93, les enfants perdent plus d'un an de scolarité en raison du non remplacement. Depuis la première vague, ce chiffre a explosé et avec lui le mépris et les inégalités.

Le gouvernement fait passer l'économie avant l'éducation. Le capital avant le service public. L'abandon de nos écoles est la cause d'un dysfonctionnement massif. Et on le sait, l'État prendra prétexte de ces difficultés, dont lui seul est responsable, pour attaquer plus durement encore notre service public et en réduire les maigres moyens.

**3** Le 8 avril a été une journée de lutte contre la précarité dans les écoles et les centres de loisir. Les AESH qui accompagnent les enfants en situation de handicap ont manifesté devant le ministère de l'Éducation, le prolétariat féminin relève la tête !

**Union communiste libertaire – Groupe local de Saint-Denis**

**Site web** : <https://saint-denis.libertaires.org/>

**Contact** : ucl-saint-denis [at] communisteslibertaires.org

**Mastodon** : mamot.fr/@uclsd

**Twitter** : @uclsd

**Facebook** : UCL Saint-Denis 93



# JOURNÉE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEUSES ET DES TRAVAILLEURS

**CORTÈGE COMMUNISTE  
LIBERTAIRE**  
Place des fêtes, 12h

**CORTÈGE UNITAIRE**  
République, 14h

**mai**

À Saint-Denis, il manque 60 AESH et elles ne sont payées en moyenne que 760 euros net par mois.

Les animateurices vacataires et ponctuel·les sont également mobilisé·es car mis·es sur le banc de touche depuis la fermeture des écoles. Résultat : aucune rémunération pour elles et eux. Dans leur communiqué du 8 avril iels montraient toute leur détermination :

*« Précaires en colère mais toujours detères ! [...] Toute l'année nous répondons présent·es, nous nous occupons des enfants de la ville avec le coeur la joie et la bonne humeur. Il est inacceptable que parce que*

*précaires nous soyons mis sur le côté invisibilisés et non payés durant une crise pandémique mondiale. »*

Nous appelons à soutenir ces salarié·es indispensables mais inconsideré·es.

**4** Racisme, misogynie, homophobie : au comité d'organisation des Jeux olympiques, il n'est pas fini le temps des colonies. Une enquête de Médiapart, parue le 18 avril, révèle l'envers du décor des JO et de leurs projets indécents sur le territoire.

L'accaparement de nos espaces verts, l'expropriation de foyers, de jardins ouvriers, l'enclavement d'une école

entre des accès autoroutiers ne leur ont pas suffi. À la liste du mépris s'ajoute celle d'un racisme virulent et du dénigrement sans commune mesure de notre département ouvrier.

Voilà comment ils considèrent le 93 : un territoire de conquête, une aubaine capitaliste dont les habitant·es sont déshumanisé·es, rué·es d'injures par des propos de colons.

La lutte des classes est antiraciste et féministe. À l'UCL, nous rejetons en bloc ces projets sportifs néo-coloniaux et capitalistes qui viennent piétiner notre département et la dignité de ses habitant·es.

**5** Hanotin et son équipe se vantent dans leur « lettre d'information municipale » d'avril 2021 de renforcer le système de vidéo-surveillance de Saint-Denis. Il s'agira non seulement d'augmenter le nombre de caméras, mais de placer derrière chacune d'elle, 7j/7, la présence potentielle d'un agent de police. Observé·e ou non ? Dans le doute tenez-vous à carreaux !

Très loin d'être anodine, la mise en place de ce système panoptique est une terrifiante mesure de contrôle sociale qui nous fait intégrer en nous-même l'(auto)-surveillance de nos comportements et nous aliène de nos propres lieux de vie. Résistons à cette insidieuse banalisation des politiques sécuritaires. Refusons leur monde, construisons le nôtre. Vive le pouvoir populaire !